

# **BORDEREAU D'ENVOI**

**Nom de la collectivité :**

**Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau (SYMCRAU)**

20, Cité des Entreprises - Z.I. du Tubé Sud  
13800 ISTRES

Dossier suivi par Christelle POLYCARPE

Tél : 04.42.56.64.86

Mail: [contact@symcrau.com](mailto:contact@symcrau.com)

Liste des pièces adressées le 27/11/2017

A

**Monsieur le Sous-Préfet d'Istres**

DESIGNATION DES PIECES	N°	Date des actes
<b>Délibération :</b> Motion du SYMCRAU sur le cadrage budgétaire de l'intervention des Agences de l'eau suite aux orientations du projet de loi de finances 2018	N° 29/17	23 novembre 2017

Fait à Istres le 24/11/2017

La Présidente du SYMCRAU,



ACCUSE DE RECEPTION :

Déposé en Sous Préfecture d'Istres le :

(tampon-dateur de la sous-préfecture)

Sous-Préfecture d'Istres

27 NOV. 2017

Courrier arrivé



## **Syndicat Mixte de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau**

### **EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS**

**N° 29/17**

**Objet de la délibération : Motion du SYMCRAU sur le cadrage budgétaire de l'intervention des Agences de l'eau suite aux orientations du projet de loi de finances 2018**

L'an deux mille dix sept  
et le 23 novembre 2017  
le Comité Syndical du Syndicat Mixte  
de Gestion de la Nappe Phréatique de la Crau  
régulièrement convoqué s'est réuni  
en nombre prescrit par la loi  
sous la présidence de Mme Céline TRAMONTIN

#### **Étaient présents :**

➤ **Membres à voix délibérative :**

Mme Monique ARRAVECHIA, Mme Martine ARFI, M. Gérard BARTOLI, M. Jean-Michel BOCOgnANO, Mme Marylène BONFILLON, Mme Agnès BRUNET, M. Alain DERVIEUX, M. Gilbert FERRARI, Mme Thérèse-Annie FRANCOIS, Mme Mireille HENRY, M. Daniel HIGLI, M. Patrick LEVEQUE, M. André MANELLI, M. Olivier MICHEL, M. Louis PHILIPPE, M. Jean-Louis PLAZY, Mme Céline TRAMONTIN, M. Louis TRONC.

➤ **Pour les membres à voix consultative :**

M. Romain GILLE

➤ **Procurations :**

Procuration de M. Henri PONS à Mme Marylène BONFILLON  
Procuration de M. Louis MICHEL à Mme Céline TRAMONTIN

Membres à voix délibérative en exercice : 31 Membres à voix délibérative présents : 18 Procuration : 2 Membres à voix délibérative (présents +procurations) : 20
---

**Secrétaire de séance :** Mireille HENRY

**Rapporteur :** Mme Céline TRAMONTIN

Les Agences de l'Eau constituent le principal financeur de la politique de l'eau en France. Les Agences de l'eau se financent exclusivement par les redevances payées par les consommateurs en fonction de la quantité d'eau prélevée ou de l'impact de leur activité sur les milieux aquatiques et les ressources en eau.



Cet argent ainsi collecté, est entièrement utilisé pour subventionner des programmes de restauration et de préservation de ces ressources et de ces milieux naturels.

Le projet de loi de finances 2018 prévoit la mise en place d'un plafonnement des redevances perçues impliquant que l'ensemble des recettes supérieures à ce montant soit automatiquement reversé au budget de l'Etat. Cette disposition supprime l'autonomie qu'avaient les Agences de l'Eau pour fixer le niveau des redevances à concurrence des moyens nécessaires pour financer la politique de l'eau.

L'Etat prévoit également de transférer intégralement la charge du financement des opérateurs de la biodiversité (Agence française pour la biodiversité, Parcs nationaux, Office national de la chasse et de la faune sauvage) aux Agences de l'eau, c'est-à-dire aux usagers de l'eau. Cette charge supplémentaire sera prise sur le budget restant après plafonnement ce qui viendra encore plus grever les capacités des Agences à intervenir dans les politiques de l'eau.

Par ailleurs, au vu des enjeux relatifs à la préservation de la biodiversité sèche, celle-ci mérite la mise en place d'un mécanisme de financement dédié.

A l'aune de la préparation du 11<sup>ème</sup> programme de l'Agence de l'Eau Rhône méditerranée, ces dispositions vont entraîner les impacts suivants sur le bassin Rhône Méditerranée :

- Une réduction de 20% des aides distribuées soit 110 millions d'euros en moins par an sur le bassin Rhône Méditerranée (-700 millions sur le 11<sup>ème</sup> programme) qui se traduiront par :
  - des politiques qui ne seront plus financées
  - une baisse de l'ordre de 50% des primes pour épuration
  - un recentrage des aides principalement sur les opérations d'investissement ce qui pose la question du soutien au financement des postes
- Une baisse des effectifs des Agences de l'eau d'environ 17% dans un contexte de non remplacement des départs en retraite déjà depuis 2013 qui sonne le glas de l'accompagnement de terrain connu jusqu'à présent.

### **Le Comité :**

**OUI** l'exposé de Mme la Présidente,

**APRES** en avoir délibéré,

**A L'UNANIMITE** des membres présents,

**DIT** qu'il s'agit d'un détournement de l'objectif de ces redevances payées dans le cadre d'un service de l'eau et ayant pour finalité affichée un retour aux politiques de l'eau ;

**DIT** qu'il regrette que ces propositions puissent remettre en cause le principe pollueur-payeur et le modèle de gestion de l'eau qui a fait la renommée de la France ;

**DIT** qu'il regrette que ces dispositions sonnent le glas des capacités d'ingénierie présentes dans les structures locales de gestion de l'eau et donc la capacité des territoires à décliner les politiques nationales et à s'adapter aux changements globaux ;

Dans ce contexte le SYMCRAU :

**ALERTE** sur le risque de non atteinte des objectifs européens fixés par la Directive Cadre sur l'eau pour 2021 et 2027 ;

**RAPPELLE** les engagements pris dans les Accords de Paris et l'importance de maintenir des moyens pour les politiques de l'eau afin d'être en capacité à relever les défis du changement climatique ;

**DEMANDE** aux élus parlementaires de revoir les propositions de cadrage budgétaire prévu à la loi de finances 2018

**AINSI** fait et délibéré à Istres, les an, mois et jour susdits.

**La Présidente du Syndicat Mixte de gestion  
de la nappe phréatique de la Crau,**

**Céline TRAMONTIN**



Conformément à l'article R421-5 du Code de Justice Administrative, le présent acte pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.